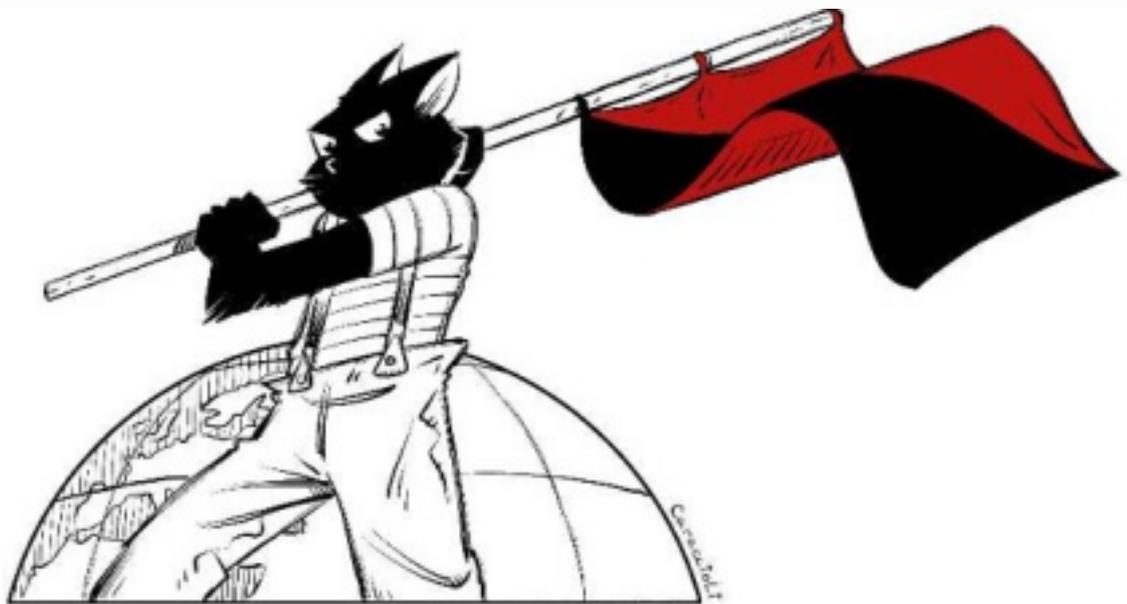


# ANARCHO SYNDICALISME !

ISSN 1240-0009  
CCPAP 0926 S89086

**" La guerre de classe sera totale ! "**



## **Edito**

- La démocratie représentative est une farce tragique !

## **Monde du travail**

- " Ce n'est pas Walt Disney ici ! "
- Lettre aux exploités et dominants de tous les pays.

## **Education**

- L'école du contrôle.

## **Politique**

- Action directe contre représentation.
- Quand France Culture dénigre l'Anarchie.
- L' action directe et ses méchantes demi-soeurs.

- Poil à gratter

## **Repères**

- Été 1936 la révolution espagnole déboulonnait les statues.

## **Solidarité**

- Tremblement de terre dévastateur et meurtrier en Afghanistan.

- La CNT-AIT de Madrid menacée d'expulsion de son local par la CIT.

## **International**

- Colombie: les compagnons de l'ULET-AIT mettent la main à la pâte.
- Nouvelle de l'Est de l'Europe ...
- Déclaration de solidarité du PPAS sur la résistance populaire.

**2 EUROS /// N°193  
SEP - OCT 2025**

**CNT AIT | RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME**

## *La démocratie représentative est une farce tragique !*

**D**epuis quelques semaines, tous les ténors du petit monde politique se livrent à une compétition sans merci pour la conquête du pouvoir. Le spectacle de tous ces individus exclusivement motivés par leur avenir personnel ressemble à une farce, farce qui prêterait à rire s'il ne s'agissait pas de notre futur. Mais par ce que, par les élections, tous ces politiciens ont obtenu un pouvoir discrétionnaire sur nos vies, et que nous sommes de fait à leur merci, par ce que ces gens peuvent décider des choses qui auront des conséquences terribles sur nos vies, la farce de comique devient réellement tragique.

Tous les candidats de droite ou de gauche qui ont été élus depuis plus de 20 ans à la tête du pays l'ont été en rabâchant « c'est moi ou Le Pen », en effrayant les électeurs et en agitant le spectre de l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. A l'évidence Macron aujourd'hui encore souhaiterait instrumentaliser la peur du fascisme (peur par ailleurs parfaitement légitime et justifiée), car cette instrumentalisation lors des deux précédentes élections présidentielles lui a bien réussi en lui permettant de cumuler les voix des électeurs de gauche, du centre et de droite.

Accessoirement, l'utilisation de cet argument lui a permis pendant le temps des élections de détourner l'attention des électeurs des sujets qui fâchent : creusement des inégalités, effondrement des services publics, accaparement de la richesse produite par une minorité minuscule de familles (500 familles accaparent 40 % de la richesse produite), destruction de la nature etc.

On comprend mieux dans ces conditions la thèse défendue par Amadéo Bordiga, théoricien marxiste italien, « l'anti fascisme est une arme de la bourgeoisie contre la classe ouvrière ». Mais, les dernières élections l'ont clairement montré, la majorité des électeurs français n'est plus effrayée par le fascisme et très certainement cette évolution est la conséquence directe à la fois de l'incapacité du système capitaliste à répondre aux crises multiples qui ravagent la planète et du spectacle lamentable donné par les gouvernants.

Notons par ailleurs qu'à force de vouloir effrayer les électeurs, on finit par rendre moins effrayante la chose. Cette situation n'est pas propre à la France, partout, pour les mêmes raisons, en Europe et dans le monde on note la même progression des partis d'extrême droite, ainsi que des idées véhiculées par les mêmes : haine de l'étranger, nationalisme exacerbé, racisme, haine de la différence etc.

En réalité, contrairement à ce que voudraient nous faire croire les médias, le problème n'est pas lié à la personne des gouvernants, mais à la nature même du système ; la démocratie représentative implique que l'électeur abandonne lors de son vote tous ses pouvoirs à l'élu. Par la grâce de l'élection, l'élu devient seul décideur, seul responsable de ses décisions et n'a de compte à rendre que lors de l'élection suivante s'il se représente. De ce fait l'électeur se met totalement à sa merci. Voilà pourquoi nous refusons de prendre part à toute élection représentative en prônant l'abstention.

Autre farce tragique : la cogestion de ces situations, par les syndicats réformistes, qui contrôlent toute tentative de réaction contre ce système en dehors de leurs prés-carrés. D'où les échecs successifs depuis des décennies pour le monde du travail, échec encore constaté le 18 septembre dernier avec une date fixée pour diviser le mouvement spontané du 10 septembre.

La démocratie représentative n'a donc en fait rien de démocratique, puisque ce système aboutit en fait à donner le pouvoir à une petite élite aristocratique, détentrice non seulement du pouvoir politique mais également du pouvoir économique. Les détenteurs du pouvoir économique ont de fait tout intérêt à se lier aux dirigeants politiques puisque les élites politiques et les élites économiques sont les gagnants de ce système et partagent donc les mêmes valeurs. Les élus devenus, par la grâce de l'élection, riches et puissants, il ne faut pas s'étonner si leur égo gonfle formidablement : **Nous, anarchistes disons que le pouvoir corrompt et rend fou.**

Les politiciens n'ont que le pouvoir qu'on leur donne. Ils ne contribuent à rien dans la vie quotidienne à part remplir les tribunaux. Le pouvoir qu'ils recherchent ne sert pas le bien commun. Une fois au pouvoir, il faut l'exercer pour le conserver ou en acquérir davantage. Faire des alliances précaires avec d'autres prédateurs pour en avoir plus. L'exhiber et le mettre en scène. Jamais le pouvoir ne sert l'intérêt commun. Il ne sert que lui-même dans une course en avant mortifère. Une bande d'arrivistes qui se prennent

ANARCHOSYNDICALISME !

CNT/AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 Toulouse  
contact@cntaitoulouse.lautre.net

### ABONNEMENTS

Tarif normal : 10€

Abonnement de soutien : 20€

Chèques à l'ordre de :

CDES - CCP 3087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES, 7 rue St Rémésy 31000 Toulouse

Pour tout problème d'abonnement :

contactez nous directement par mail à l'adresse ci dessus.

POUR SAVOIR SI VOUS ETES A JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande - adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. s'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard.

N'hésitez pas à nous signaler toute erreur.

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE  
PRECEDE DE LA MENTION :

"Anarchosyndicalisme ! 193 / SEP - OCT 2025 / cntaitoulouse.lautre.net"

ANARCHOSYNDICALISME ! publication bi-mestrielle, journal du réseau CNT-AIT  
7 rue St Rémésy 31000 Toulouse - imprimé le 02 Octobre 2025 sur les presses d'Axion-  
Repro 9 rue Bessières, Montauban- directeur de la publication : Entremond Nicole

Diffusez Anarchosyndicalisme!  
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Pour tout problème d'abonnement: contactez nous directement par mail:  
[contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net)

Anarchosyndicalisme! est le journal du réseau de la CNT AIT. Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé par des militants Anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs, après leurs heures de travail. il ne reçoit aucune subvention.

Notre contact:  
Anarchosyndicalisme!  
7, rue St Remesy,  
31000 Toulouse  
tel: 05.61.52.86.48  
permanence tous les samedi de 17 H à 19 H

Mails:  
[contact@cntaittoulouse.lautre.net](mailto:contact@cntaittoulouse.lautre.net)  
[montauban@cnt-ait.info](mailto:montauban@cnt-ait.info)  
[perpignan@cnt-ait.info](mailto:perpignan@cnt-ait.info)  
[initiative.03@cnt-ait.info](mailto:initiative.03@cnt-ait.info)  
[contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info) (Paris-banlieue, nord et est de la france)  
[essonne@cnt-ait.info](mailto:essonne@cnt-ait.info)  
[@CNTAIT \(Paris\)](https://cntait03.wordpress.com)  
initiative cnt-ait grand ouest (Bretagne, pays de Loire) écrire à [cnt-ait.info](mailto:cnt-ait.info)

pour Machiavel, décidant du sort des autres à l'aune de leur nombril et ambitions personnelles.

Seule une véritable démocratie directe, constituée par des assemblées populaires où chacun pourra exprimer son opinion, élisant des représentants révocables à tout moment et avec des mandats impératifs peut éviter le genre de dérive à laquelle nous assistons actuellement.

Mais la transformation du système de prise de décision n'a pas de sens si on ne transforme pas également le système économique : un système de démocratie directe n'a pas de sens, et est même impossible dans une société aussi inégalitaire que la nôtre.

Tous ces changements impliquent nécessairement une Révolution Sociale, c'est à dire une transformation radicale de la société par l'ensemble des citoyens. Mais cette véritable révolution sociale nécessitera une longue préparation, de façon à ce qu'une forte proportion de la population puisse adhérer en connaissance de causes et volontairement à ce projet de transformation de la société.

Et pour terminer, puisque nous rentrons dans un temps où les incitations à aller voter ne manqueront pas, nous rappelons le conseil d'Élisée Reclus, géographe anarchiste (1) :

*« N'abdiquez donc pas, ne remettez donc pas vos destinées à des hommes forcément incapables et à des traîtres futurs. Ne votez pas ! Au lieu de confier vos intérêts à d'autres, défendez-les vous-mêmes ; au lieu de prendre des avocats pour proposer un mode d'action futur, agissez ! Les occasions ne manquent pas aux hommes de bon vouloir. Rejeter sur les autres la responsabilité de sa conduite, c'est manquer de vaillance. Je vous salue de tout cœur, Compagnons ».*

(1) Élisée Reclus.: Géographe fondateur de la Géographie moderne, Anarchiste 1830 1905

## POURQUOI PLUSIEURS CNT EN FRANCE ?

Il existe en France plusieurs organisations qui se font appeler « CNT » : la CNT-AIT (pour vous servir), la CNT Vignoles (parce que son local parisien est situé 33 rue des Vignoles) et la CNT-SO (pour solidarité ouvrière).

Les Vignoles et SO sont issus d'une scission de la CNT-AIT qu'ils ont provoqué en 1993. Cette scission portait sur deux questions essentiellement :

- une question de stratégie : des révolutionnaires peuvent ils participer ou pas au système de gestion qu'ils entendent détruire - en participant aux élections professionnelles et aux instances représentatives ?

- et une question politique, dont finalement découle la première question : quelle est l'identité politique de la CNT ? La CNT est elle une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie ?

Pour la CNT-AIT, les réponses sont simples et claires :

- Oui, la CNT-AIT est une organisation anarchiste, c'est à dire dont la finalité est l'Anarchie (que vous l'appeliez communisme libertaire, anarchisme, anarchosyndicalisme).

- En conséquence la CNT-AIT ne participe pas aux mascarades électorales (que ce soit aux élections professionnelles ou aux élections politiques, et elle ne fait aucune alliance avec les partis politiques quels qu'ils soient qu'elle rejette tous.

## « Ce n'est pas Walt Disney ici ! » états des lieux d'une vaste fumisterie qu'est la santé au travail

« Ce n'est pas Walt Disney ici ! », sont littéralement les mots qui ont été utilisés par l'employée d'un organisme privé, chargé du contrôle des arrêts maladie, qui en harcelant quotidiennement par téléphone un collègue de boulot, tentait de faire le forcing pour qu'il reprenne le travail au plus vite. Ce collègue est en arrêt de travail pour un burn-out.

Cet organisme et la direction de l'usine où je bosse, vont également et systématiquement visiter à domicile les collègues en arrêt maladie pour une semaine, voire même pour trois jours, pour vérifier si ces collègues sont réellement malades. Ainsi un autre compagnon d'infortune également en arrêt maladie pour un burn-out et actuellement sous calmants et antidépresseurs, a reçu la visite de ces personnes chez lui avec évidemment les mots déplacés et mal venus de la part de ces « Kapos » du patronat.

Et de continuer la liste : Un autre, lui aussi en arrêt maladie pour un burn-out lié à des harcèlements de la part de son supérieur hiérarchique, a également reçu la visite de ces charmantes personnes, et plus encore un autre, au pied cassé, pour vérifier s'il y avait vraiment fracture.

### Les organismes privés

Il est généralement reconnu que lors d'un arrêt maladie, la Sécurité sociale peut procéder à un contrôle pour s'assurer que la personne arrêtée est bien à son domicile pendant les heures de présence et que son état justifie l'arrêt ; ce qui est globalement accepté par tous les acteurs de la société.

Mais la Sécu n'est pas le seul organisme à pouvoir prendre l'initiative de ces contre-visites médicales. En effet l'employeur, s'il verse un complément de salaire, peut aussi décider de mandater une entreprise privée, totalement indépendante de l'assurance maladie, afin qu'elle réalise un contrôle médical. Ce qui explique le pourquoi du comment, des contrôles médicaux intempestifs, parfois même, avec la complicité assumée de la médecine du travail.

Passons sur le rôle de flic du patronat et de ces acteurs. Mais si ces visites-contrôles sont fréquentes, il est évident que la direction les a, bel et bien, envoyées.

### La CPAM

Il est de bon ton depuis des années d'entendre dire à la télé, à la radio, de lire dans les journaux, que le trou de la Sécu, c'est une catastrophe, que les médecins prescrivent trop d'arrêt maladie, qu'il y a beaucoup de malades imaginaires chez les travailleurs, et globalement toujours le même baratin, comme quoi nous sommes des profiteurs, fraudeurs ou encore qu'il y a trop d'assistantat.

Alors, ces jours-ci, l'assurance maladie a décidé de taper du poing sur la table à son tour, contre les arrêts abusifs, avec des spots diffusés pour sensibiliser les travailleurs et dire sans le dire, que ce sont les patients qui fraudent : « Un arrêt de travail, ça ne se prend pas, ça se prescrit »,



peut-on lire sur le site d'Amelia. Apprécions notre infantilisation, et également l'accusation de voleurs. Merci !

Sur le site internet de RMC (radio Poujadiste, mais néanmoins une radio sérieuse et démocratique paraît-il), un patron se plaint : « Il y a des arrêts- maladies qui arrivent « après un ras-le-bol » au travail, une « pression un peu forte » que les personnes concernées auraient du mal à supporter. Le salarié, s'il ne veut plus travailler dans l'entreprise, se met en arrêt-maladie. Et ça nous a amenés à chaque fois à des ruptures conventionnelles !».

Ce qu'il faudrait plutôt se poser comme question, c'est quelles sont les conditions de travail ? Le niveau du salaire ? Les augmentations de cadence à la production et tout ce qui va avec. Et aussi et surtout la technique de « management » des cadres, qui souvent considèrent les subalternes comme des moins-que-rien. C'est-à-dire les conditions moyennes de quasiment toutes les entreprises de ce pays. Ces mêmes entreprises qui, quand ils vous auront bien lessivé nerveusement, ne se gêneront pas pour délocaliser dans des régions du monde où les salaires sont dix fois moins chers, avec forcément des licenciements en nombre.

### La médecine du travail

Il est à noter également que la santé des travailleurs est complètement entre les mains des employeurs et de l'État (en fait les mêmes). La médecine du travail en est le parfait exemple. Cet organisme est totalement soumis au diktat des patrons et de l'État, ou mieux encore, un outil du patronat. Un petit rappel du rôle de la médecine du travail : elle intervient en qualité de conseil pour préserver la santé des salariés tout au long de leur vie professionnelle en fonction de leur âge et de leur métier- s'ils en ont en - de leur emploi pour ne pas dire de leur tâche à exécuter, mais aussi préconiser des solutions ou des actions de prévention auprès des employeurs et des représentants du personnel. Enfin son rôle officiel en théorie. La réalité est une autre histoire.

Car l'état actuel de la médecine du travail et des SST –Sauveteurs Secouristes au Travail- est catastrophique et pour cause : telle la volonté et la décision des gouvernements successifs et bien entendu, des employeurs, le MEDEF... de diminuer le nombre de ces acteurs.

Depuis plusieurs décennies, l'ensemble des salariés n'est plus à égalité quant au suivi de leur santé au travail. La majorité des gens ne voit jamais ou très rarement le médecin du travail, en particulier les précaires et les intérimaires, ceci favorisé par un nombre insuffisant de médecins, et qui plus est, obéissant souvent aux desideratas des employeurs.

Cela signifie que notre état de santé physique et psychique dépend directement du bon vouloir des patrons ! C'est magnifique !

Dans les faits un médecin du travail peut être lourdement sanctionné. Et l'ordre des médecins peut être saisi par l'employeur en personne, si ce dernier considère que le médecin délivre un peu trop d'avis

d'incapacité au travail ou arrêt d de « complaisance », ce qui peut mener le médecin à une interdiction pure et simple de l'exercice de son métier. Les médecins du travail sont soumis à un système de pression, au détriment de la protection des salariés, par le patronat.

## Conclusion

Dans cette société capitaliste-libérale où tout est vu et pensé en fonction des bénéfiques que peuvent se faire les uns et les autres sur le dos des prolétaires qui doivent produire de la richesse et du capital, dont ils bénéficient rarement. Il est tout à fait logique que ces organismes privés au service du patronat, effectuent le flicage auprès des malades forcément présumés imaginaires et fraudeurs , pour pouvoir les faire revenir au boulot le plus rapidement possible même si l'arrêt est fondé,

quitte à faire écourter leur arrêt maladie. Ces officines elles ont été créées pour cette fonction, la loi du profit commande avant tout, et l'ouvrier n'a pas son mot à dire.

La CPAM qui n'est pas un organisme privé, a décidé de faire la chasse aux fraudeurs, et aux profiteurs, à la demande, bien entendu, d'une hiérarchie proche d'un ministère de la santé ou autre. On pourra apprécier les connections entre l'état, le patronat, et les organismes privés qui veulent à tout prix nous faire bosser à coups de pied au cul.

La médecine du travail, elle non plus, n'est pas là pour la protection physique et mentale du salarié, c'est un organisme de gestion des maladies et accident du travail, qui dépend totalement du patronat et de

l'Etat.

Car quand un employeur n'a pas envie qu'un médecin-inspecteur du travail mette le nez dans ses affaires, il lui reste la possibilité de saisir uniquement le conseil de l'ordre, ce qui est permis dans la rédaction de l'article R.4126-1 du code de la santé publique. Modifié par décret fin 2019.

Cet article indique que les plaintes auprès de l'ordre peuvent être « notamment » formées par des patients, associations d'usagers... Sans exclure les entreprises, donc il ne faut pas être grand clerc pour deviner que bon nombre de patrons-exploiteurs au sens le plus large du terme, qu'ils soient petits ou grands, qui ont généralement des armées de juristes de leur côté, ne se gênent pas pour utiliser ce système, et faire pression sur les travailleurs. Les médecins du travail sont totalement soumis à leur diktat et n'ont aucune marge de manœuvre.

# Lettre aux Exploiteurs et Dominants de tous les pays :

## Remboursez, vous-mêmes, vos dettes et démerdez-vous entre vous !

« Nous, les exploités et dominés, exigeons réparation pour le temps de travail que nous avons fourni pour votre enrichissement personnel, Medef et consorts, en échange de notre survie.

Exploiteurs, Dominants, vous nous devez :

- la santé que vous nous avez abîmée,
- la jeunesse que vous nous avez volée,
- la joie de vivre que vous avez éteinte en nous et particulièrement chez nos jeunes,
- la nature que vous avez pillée et endommagée...

Nous ne voulons pas contribuer à payer VOS armes, pour VOS guerres, qui encore une fois tueront les pauvres, pendant que vous serez à l'abri, en commentant les pertes et VOS profits. »

Contre l'injustice du système capitaliste qui nous exploite,

Contre la violence de l'État qui nous opprime,

Contre les religions qui nous dominent,

Contre les politiques qui nous trahissent :

Organisons la résistance autonome !

La « justice sociale » à laquelle nous aspirons ne se fera pas en aménageant le capital mais en reconstruisant un monde nouveau sur ses cendres.

Nous avons commencé à nous organiser, dès avant le 10, en assemblées autonomes et en Démocratie Directe ...

Construite en dehors des corporatismes,

seule la Grève Générale aura quelque efficacité.



## L'école du contrôle : précarité et répression au cœur de l'encadrement scolaire

**I**ls sont surveillants, assistants d'éducation, CPE contractuels. Dans l'ombre des classes, ils sont en première ligne, garants de la discipline, des absences, des retards, de la sécurité. Pourtant, ils ne sont ni reconnus, ni protégés. L'État, tout en exigeant d'eux un engagement sans faille, les condamne à la précarité et à la docilité. Derrière le vernis de la mission éducative, se cache une réalité brutale : celle d'une main d'œuvre corvéable, bon marché, jetable. Ce texte est un cri. Un refus. Celui de voir l'école devenir un espace de gestion, d'obsession sécuritaire et de précarisation des métiers de l'encadrement. Car l'encadrement scolaire n'est pas un outil de domination, mais devrait être un levier d'émancipation. À condition, enfin, de s'en donner les moyens.

Cet encadrement invisible mais essentiel fait tenir debout une institution à bout de souffle. Sur l'épaule des AED et des CPE reposent la mission supposément éducative de l'État. En réalité, ils sont les petites mains d'une machine disciplinaire et coercitive, bras armé du système scolaire qui sert à soumettre, trier et surveiller.

Et quand ils tentent de résister, en se syndiquant, en dénonçant, en démissionnant, l'institution les rappelle à l'ordre. Car l'école républicaine n'a rien d'un sanctuaire neutre : elle est le laboratoire quotidien de l'autorité, de la hiérarchie, et de la docilité imposée. Il est temps d'arracher le masque de l'idéologie républicaine pour révéler la nature profondément autoritaire de l'Éducation Nationale. Il est temps de crier que nous ne voulons plus servir.

Le meurtre d'une assistante d'éducation dans un collège de Nogent en Haute-Marne, mortellement poignardé par un élève de 14 ans lors d'un contrôle de sacs à l'entrée de l'établissement est un drame. Cette tragédie ne doit pas être instrumentalisée pour renforcer encore la logique sécuritaire et autoritaire dans l'école. Le meurtre de cette AED révèle non pas un « besoin de plus de police », mais l'échec profond d'un système basé sur la hiérarchie, la surveillance et l'obéissance. Ce ne sont pas des patrouilles armées ou des portiques qui empêcheront la violence, mais l'abolition des rapports de domination, l'autogestion des établissements par des élèves, les personnels et les familles, ainsi qu'une éducation fondée sur la confiance, la coopération et la justice sociale. Ce n'est pas plus d'ordre qu'il nous faut, mais plus de liberté et de soin collectif.

Loin du mythe d'une école bienveillante, la réalité de l'établissement scolaire est celle d'un système panoptique. À chaque heure de la journée, les corps des élèves sont rangés, observés, classés. Derrière les sonneries et les emplois du temps se cache une logique carcérale. Le rôle des AED ? Circuler dans les couloirs, repérer les écarts, punir les retards, consigner les absents. Celui du CPE contractuel ? Gérer les flux, maintenir l'ordre, faire exister une discipline qui ne dit pas son nom.

Les AED incament à la perfection la logique néolibérale de l'école : flexibles, corvéables, temporaires. Recrutés pour six années maximum,

sans grand espoir de titularisation, ils sont les nouveaux prolétaires de l'Éducation Nationale.

Leur quotidien ? Être partout à la fois : à l'entrée du collège ou du lycée, dans les couloirs, en permanence, aux exclusions de cours, à l'appel des absents. Ils sont les gendarmes de l'école républicaine, sans formation, sans reconnaissance, et au SMIC.

Ce que le pouvoir attend d'eux, ce n'est pas qu'ils pensent ou qu'ils créent du lien. C'est qu'ils appliquent des règles absurdes sans discuter. Qu'ils fassent taire. Qu'ils obéissent. L'encadrement devient gestion des corps, gestion de la peur, gestion du silence.

Les CPE contractuels sont une variable d'ajustement cynique. On ne crée plus de postes statutaires ? Qu'importe. On sous-paye des jeunes diplômés pour assurer la continuité disciplinaire. Formés sur le tas, placés en position hiérarchique sans réel pouvoir, ils sont pris entre deux feux : la hiérarchie qui exige des résultats, et les élèves qui ressentent leur impuissance. Ils doivent incarner l'autorité, sans en avoir ni les outils ni la légitimité.

Là encore, l'État organise sciemment leur fragilité pour garantir leur obéissance. Une fois usés, ils seront remplacés. Et la machine continue de tourner.

**Car l'école républicaine n'a rien d'un sanctuaire neutre : elle est le laboratoire quotidien de l'autorité, de la hiérarchie, et de la docilité imposée.**

Il faut le dire, ce que vivent les personnels de vie scolaire n'est pas une simple « difficulté professionnelle », c'est une violence politique. Les professeurs contractuels aussi. Une domination structurée. Une organisation hiérarchique rigide, qui punit toute dissidence. Un système qui ne supporte ni le doute, ni la désobéissance.

À travers l'école, l'État impose son autorité. Il forme les dominés à leur poste, et les encadrants à leur rôle de relais du pouvoir. Les élèves doivent obéir, les AED doivent contrôler, les CPE doivent punir.

Il ne s'agit pas seulement de « mauvais management », mais bien d'un projet politique : maintenir l'ordre social par l'école, par la peur, par l'habitude. Tout cela sous couvert de mission éducative.

Face à cela, nous devons refuser. Refuser de devenir les agents d'une école de la soumission. Refuser d'obéir aveuglément. Refuser de participer à un système qui piétine les plus fragiles, élèves comme personnels.

Nous ne voulons pas d'une école gérée comme une entreprise. Nous ne voulons pas d'une éducation où le respect est unidirectionnel. Nous voulons une école libre, horizontale, autogérée, où les élèves sont acteurs, où les personnels ne sont pas des surveillants, mais des compagnons de route.

Cela suppose une rupture radicale avec le modèle actuel. Cela suppose d'en finir avec la précarité, avec la hiérarchie, avec l'idéologie méritocratique.

Il existe tout de même des poches de résistance. Dans cet univers de contrôle, tout n'est pas uniformément noir. Partout, dans les interstices du système, des femmes et des hommes, refusent de se contenter du rôle qu'on leur assigne. Des AED qui dialoguent avec les élèves, des CPE contractuels qui détournent leur pouvoir pour accompagner plutôt que surveiller. Des équipes qui coopèrent avec respect, dans un esprit

de solidarité plutôt que de hiérarchie. Ces tentatives sont fragiles, souvent clandestines. Elles vont à rebours des injonctions institutionnelles, et exposent parfois leurs auteurs à l'hostilité des directions ou à l'isolement. Mais elles existent. Et elles montrent une chose : que même au sein d'une institution conçue pour dominer, il est possible de désobéir, de créer, de semer.

Il y a ceux qui organisent des espaces d'écoute au sein des établissements. Ceux qui refusent les exclusions systématiques. Ceux qui questionnent la verticalité, qui parlent en « je », qui regardent les élèves comme des égaux. Ceux qui s'auto-forment, qui militent, qui écrivent, qui luttent. Ceux qui rappellent que l'éducation peut être un acte d'amour et de confiance, pas une administration de la peur.

Ces gestes sont précieux. Mais ils ne suffisent pas. Ils ne feront pas tomber l'institution. Mais ils ouvrent des brèches. Et dans chaque brèche, une possibilité.

Jusqu'ici, c'est la professionnelle qui s'exprime. L'exemple qui suit vient illustrer en partie ce texte.

C'est le coup de gueule d'une maman qui en a assez de voir l'école devenir un espace de dressage plutôt que d'épanouissement. Je vais utiliser le « je ». Récemment, j'ai refusé auprès du collège, par mail, que mon enfant participe au parcours « jeunes en uniforme », ce que je considère comme une tentative de militariser l'école sous couvert de citoyenneté, une manœuvre idéologique visant à banaliser l'ordre, la hiérarchie et la militarisation. La réponse ne s'est pas fait attendre : la CPE a menacé mon enfant de l'enfermer en permanence pendant quatre heures, seul, comme une punition pour un choix parental. Le code de l'éducation est très clair en la matière : ce type de « parcours » facultatif n'est en aucun cas obligatoire et est soumis à l'autorisation parentale. J'ai tenté à plusieurs reprises de joindre la CPE, sans jamais obtenir de réponse. Pour éviter que mon enfant subisse une sanction déguisée, j'ai dû faire appel à un membre de ma famille pour venir le récupérer. Et comme si cela ne suffisait pas, je dénonce aussi les conditions de vie au sein de l'établissement : des

**Nous voulons une école libre, horizontale, autogérée, où les élèves sont acteurs, où les personnels ne sont pas des surveillants, mais des compagnons de route.**

toilettes qui n'ont pas de verrous, sans assurer une intimité donc, où les enfants se retiennent toute la journée par honte ou par inconfort, au point de mettre leur santé en danger. Pour venir saupoudrer le tout, il est interdit pour les élèves de se rendre aux toilettes pendant les heures de cours et pendant les interclasses mais uniquement aux récréations et à la pause méridienne. Les élèves n'ont pas le droit de boire de l'eau en cours. Cette école n'a plus rien d'un lieu d'apprentissage émancipateur, mais tout d'un espace de soumission, où l'on dresse les corps et les esprits à obéir, à taire leurs besoins, à marcher au pas. Et quand ils ont

l'audace de dénoncer ces privations, ils se font catalogués d'insubordonnés. Nos enfants ne sont pas des soldats en devenir mais des individus libres en construction. Les parents « résistants » sont catalogués eux aussi. Ils sont surveillés parfois même marginalisés. Cette école n'enseigne plus l'autonomie ni la pensée critique. L'institution ne supporte plus la contestation et tente d'éteindre toute forme de désaccord. Mais moi, comme d'autres, je continuerai à dire non, pour défendre une école de la liberté.

L'école telle qu'elle fonctionne aujourd'hui est une forteresse : close, verticale, autoritaire. Mais aucune forteresse n'est totalement étanche. Dans les couloirs, dans les salles de permanence, dans les interstices de la

routine, des résistances s'inventent. Des liens se tissent. Des AED, des CPE, des profs refusent de devenir des rouages. Ils désobéissent à leur manière. Et ce faisant, rappellent une chose essentielle : que l'autorité n'est pas une fatalité, et que l'éducation véritable commence là où finit la peur.

C'est dans ces gestes que réside l'espoir. Non pas d'une réforme venue d'en haut, mais d'un soulèvement venu d'en bas. Horizontal, collectif, indocile. Car éduquer, c'est peut-être cela, au fond : refuser de dominer. Et apprendre à se libérer ensemble.

## Action directe contre représentation

**I**l y a plus de quarante-cinq siècles, les milliers (voire dizaine de milliers) de travailleurs œuvrant à la construction de la gigantesque pyramide de Khéops en Égypte ont, un beau jour, décidés collectivement d'arrêter de travailler.

Cette grève la première dont on a un témoignage grâce à un scribe, allait durer plusieurs mois et se terminer par la victoire des grévistes. Le témoignage de ce scribe est précieux car il nous prouve :

\* d'abord si besoin était que la lutte contre l'exploitation et la domination est de tous les temps et de tous les lieux. \*

\* Ensuite que même dans ces temps très anciens, des travailleurs étaient conscients du caractère injuste de la domination et de l'exploitation qu'ils subissaient,

\* qu'ils étaient conscients d'avoir des intérêts communs et donc

d'appartenir à une même classe opposée à celle des maîtres qui les exploitaient

\* et enfin qu'ils connaissaient la puissance de l'action collective (leur solidarité étant leur seule force).

C'est parce qu'ils avaient intégré ces savoirs qu'ils se sont lancés dans une lutte d'action directe, c'est à dire sans intermédiaire.

L'histoire est pleine de mouvements collectifs d'esclaves, de travailleurs, d'artisans, d'ouvriers, de paysans qui se sont levés pour dénoncer l'exploitation dont ils étaient victimes, qui a un moment donné ont collectivement décidé de ne plus subir, et qui par l'action directe, sans intermédiaire ont tenté de renverser l'ordre établi. (Révoltes, révolutions, sabotages)

Par ce qu'ils menaçaient l'ordre établi, l'Etat a depuis toujours essayé de prévenir ces mouvements, soit en fabricant le consentement des classes exploitées (rôle de la religion), soit en encadrant ou en

## 8●●●●●Politique●

interdisant toute forme d'association (ex. loi Le Chapelier), soit en réprimant avec la plus extrême férocité tous les mouvements de révolte.

Au début du XIX<sup>ème</sup> siècle, révolution industrielle oblige, la population ouvrière, surexploitée et misérable employée dans les industries s'est accrue prodigieusement. Du coup, les révoltes ouvrières se sont multipliées et les travailleurs ont commencé à s'organiser alors que du fait de la laïcisation de la société, les institutions chargées de la fabrication du consentement étaient moins efficaces ; du coup l'Etat a dû envisager de nouvelles méthodes pour maintenir la domination de la bourgeoisie : les premières lois sociales ont été promulguées.

En 1864, à Londres des ouvriers de plusieurs pays vont créer la première Internationale Ouvrière. Les statuts provisoires de cette association (écrits par Marx ; ils deviendront définitif en 1871) affirment que « l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », mais dans l'article 7 de ces statuts, on lit que « dans sa lutte contre le pouvoir uni des classes possédantes, le prolétariat ne peut agir en tant que classe, qu'en se constituant lui-même en parti politique distinct et opposé à tous les anciens partis politiques créés par les classes possédantes » et plus loin « la conquête du pouvoir politique est devenu le grand devoir du prolétariat ».

Ainsi, à côté de l'action directe, mode d'action jusqu'alors unique du prolétariat pour se défendre et faire aboutir ses revendications, Marx lance le prolétariat dans l'action politique, dans la conquête de l'appareil d'état : le but du prolétariat va être de conquérir le pouvoir pour établir son état dirigé par ses représentants. Pour Marx, en effet l'état est un simple instrument au service de la classe dirigeante ; il suffit donc que le prolétariat s'empare de l'état et devienne ainsi la classe dominante pour imposer sa politique qui à terme aboutira à l'abolition des classes.

Peu importe d'ailleurs la méthode utilisée (élections, coup d'état ou révolution), l'essentiel est une fois parvenu au pouvoir de ne plus le lâcher ce que Engels (approuvé par Marx) appellera « imposer la dictature du prolétariat ». Ce choix de Marx de privilégier la lutte pour faire élire des représentants en lieu et place de l'action directe ne peut se comprendre que si l'on prend en compte le fait que pour Marx, les contradictions internes au système économique capitaliste impliquent nécessairement son effondrement à terme.

La lutte contre le système capitaliste ne peut que hâter la survenue de son effondrement qui de toute façon est inéluctable, la mise au second plan de l'action directe est donc de peu d'importance.

A l'inverse, pour les anarchistes et en particulier Bakounine, l'état n'est pas qu'un instrument au service d'un système de domination, il est par nature domination, et dès qu'il y a un état, il y a domination d'une minorité sur le reste de la société. L'état est nécessaire au fonctionnement d'une société divisée en classes antagonistes et une société divisée en classes opposées a impérativement besoin d'un état pour exister. L'un ne va pas sans l'autre. Pour les anarchistes, la seule arme dont dispose le prolétariat pour s'émanciper est donc l'action directe et privilégier la représentation sur l'action directe revient à désarmer le prolétariat.

Ces deux conceptions, marxiste et anarchiste sont si antagonistes que



**Spartacus et la révolte des esclaves**

les anarchistes, partisans de l'action directe vont, fin 1871, être exclus de l'internationale. A partir de ce moment les marxistes vont créer des partis politiques, représentants du prolétariat, avec les succès que l'on sait.

Si entre 1880 et 1888, les militants anarchistes vont pour diffuser leurs idées privilégier la « propagande par le fait » (attentats), constatant l'inanité de cette stratégie, ils vont à la fin des années 1880 tourner leurs efforts vers le monde du travail et le 9 août 1888, Charles Tortelier accompagné de Louise Michel et de Charles Malato lançaient devant une assemblée de grévistes l'idée de la grève générale « *Ce n'est que par la grève universelle que l'ouvrier créera une société nouvelle, dans laquelle on ne trouvera plus de tyrans* ».

En opposition avec Marx, ces 3 militants anarchistes, renouant avec les anciennes traditions de lutte des exploités, affirmaient que l'action directe seule peut permettre l'abolition du capitalisme. L'idée de la grève générale allait dans les années suivantes connaître un succès extraordinaire en grande partie grâce à l'action de l'anarchiste Fernand Pelloutier, infatigable secrétaire de la fédération des Bourses du Travail. En cette fin de dix-neuvième siècle, les idées anarchistes, d'action directe et de grève générale, étaient dominantes dans la classe ouvrière.

A partir de 1895, un groupe de théoriciens marxistes, en particulier Georges Sorel, écrivain et Hubert Lagardelle, directeur de la revue « le mouvement socialiste » dans laquelle débattaient les principaux responsables européens des partis socialistes, allaient fonder un courant idéologique qu'ils nommèrent « syndicalisme révolutionnaire » et parfois « syndicalisme révolutionnaire marxiste ». Ce qualificatif de marxiste revendiqué par ces fondateurs (par exemple Réflexions sur la violence chap.4 G. Sorel) peut sembler anachronique tant ce mouvement au premier abord s'en distingue.

Privilégiant absolument l'action directe et la grève générale (« la grève générale est bien ce que j'ai dit : le mythe dans lequel le socialisme s'incarne tout entier.. ») comme moyens, critiquant fortement l'électoratisme de tous les partis marxistes et considérant que le syndicat est l'organisation légitime de la classe des travailleurs, il emprunte un certain nombre d'idées à l'anarchisme.

Pour autant, tous les théoriciens du syndicalisme révolutionnaire se déclarent marxistes ce qui signifie qu'ils considèrent avec Lénine que l'instauration d'une période transitoire de dictature du prolétariat est impérative avant l'avènement du communisme (« être marxiste, c'est être pour la dictature du prolétariat » : Lénine) ; simplement on déduit

de l'étude de leurs écrits ( Sorel ne dit rien de la période succédant immédiatement à une grève générale victorieuse ; sans doute craignait-il que le mot dictature effraye les travailleurs influencés par les idées anarchistes) qu'ils veulent une dictature exercée par les syndicats.

Ce point est absolument rédhibitoire pour tout libertaire, amoureux de la liberté. Quoi qu'il en soit, le syndicalisme révolutionnaire, parce qu'il semblait un compromis entre marxisme et anarchisme et que la majorité des travailleurs aspirait à l'unité du mouvement ouvrier dans un souci d'efficacité, allait connaître au tout début du vingtième siècle un fort développement. En 1901, les bourses du travail, influencés par les anarchistes fusionnaient avec la CGT, influencée par les marxistes et en 1906, les militants cégétistes adoptaient à une très large majorité la Charte d'Amiens qui reprend les thèmes chers à Sorel.

Depuis plus d'un siècle, la Charte d'Amiens constitue le mantra des confédérations syndicales françaises et outre le fait qu'elle a, de par les illusions qu'elle a initiées chez la plupart des militants anarchistes syndicalistes, largement contribué à la liquidation d'un mouvement anarchiste de masse, elle n'a pas empêché l'intégration des syndicats, c'est à dire leur transformation en un rouage du système capitaliste essentiel à son fonctionnement. C'est que dans le courant du dix-neuvième siècle, l'état qui jusqu'alors répondait systématiquement par la violence à toutes les revendications ouvrières, a changé son approche de la question sociale en entreprenant la codification des rapports entre patrons et ouvriers dans l'entreprise (code du travail) et en débutant la promulgation de lois sociales encadrant l'exploitation des salariés par le patronat :

Loi sur le travail des enfants, droit de s'organiser et de fonder des syndicats, droit de grève, mise à disposition de locaux par certaines municipalités etc. etc. Pour vérifier l'application de ces lois, l'Etat a créé une administration, des tribunaux et surtout a reconnu les

syndicats comme étant les institutions légales représentant les salariés et chargés de la défense de leurs intérêts ; depuis des représentants syndicaux siègent dans tous les organismes chargés de la protection des salariés, prud'hommes, caisses de sécu etc.

Pour que les syndicats puissent effectuer correctement cette mission, l'Etat leur a accordé des ressources fournies tant par les entreprises que par l'état ; ces ressources constituent aujourd'hui plus de 70 % de leur budget. Les syndicats sont devenus de ce fait un rouage indispensable au bon fonctionnement du système capitaliste. Leur tâche est de gérer, contenir les révoltes de la classe ouvrière que le caractère injuste et inégalitaire de ce système génère forcément. Au vu du rôle que jouent actuellement les syndicats dans le système capitaliste, la Charte d'Amiens qui leur assignait, outre la défense de leurs intérêts immédiats la tâche de « préparer l'émancipation intégrale des travailleurs qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste », semble une pure galéjade, même une provocation.

En réalité pendant que tous ces braves syndicalistes révolutionnaires échangeaient pour trouver un compromis leur permettant de vivre ensemble, l'Etat mettait en place un piège redoutable qui a fonctionné avec d'autant plus d'efficacité que le mouvement ouvrier s'était auparavant lancé dans l'arène politique.

Notons enfin pour terminer que ce que nous avons décrit (la liquidation en France du mouvement prolétarien d'action directe (anarchisme) et son remplacement par un mouvement cogérant le système avec l'Etat et les patrons a eu lieu dans la plupart des pays industrialisés. Dans les rares régions du monde où le mouvement ouvrier a refusé de participer à ce jeu il a été exterminé par la force (Espagne, Argentine etc.).

*Toutes les citations de Georges SOREL sont extraites de Réflexions sur la violence son livre principal.*

**l'état n'est pas qu'un instrument au service d'un système de domination, il est par nature domination, et dès qu'il y a un état, il y a domination d'une minorité sur le reste de la société.**

## Quand France Culture dénigre l'Anarchie.

**F**rance Culture, une radio d'Etat, présente l'anarchisme de manière erronée et ridiculisante, le traitant comme une simple philosophie culturelle plutôt qu'une concrétisation d'une révolution sociale libertaire, c'est-à-dire un projet de société sans autorité ni gouvernement pour l'auto-organisation du prolétariat.

Le débat central tourne autour de la violence et de l'anarchisme, alimentant le mythe selon lequel les deux sont liés, alors que l'Etat incarne bien plus la violence dans la société : la police meurtrière, la vie chère, la répression de la liberté d'expression, la protection de milices fascistes criminelles et le racisme banalisé. Aucune attention n'est portée à la violence étatique. De plus, les intervenants sont présentés comme des spécialistes utilisant un langage élitiste,

légitimant ainsi chaque parole comme une vérité absolue. Cette série de podcasts vise à désorienter le prolétariat vers l'acceptation d'un système où le régime étatique est perçu comme une fatalité ou une nécessité. En réalité, l'appareil étatique est un instrument d'esclavage du prolétariat, par fonction de protection de la propriété privée des moyens de production. En d'autres termes, quand une minorité contrôle les moyens de production, elle domine la force de travail, asservissant le prolétariat. Cela crée une dépendance économique, une exploitation salariale et une appropriation de la richesse collective par une élite capitaliste.

Un podcast marquant est l'analyse de l'anarcha-féminisme, critiqué pour sa limitation face à l'influence patriarcale. Il met en avant Emma Goldman, une figure majeure de l'anarchisme et du féminisme, en la décrivant comme une défenseuse « puritaine ». Pourtant, elle dénonçait le puritanisme comme une religion sociale oppressive qui

réprime les désirs et renforce l'État et l'Église. Elle a écrit un texte entier : "Le puritanisme, l'ennemi de la liberté", où elle démonte la morale sexuelle de la société bourgeoise. Elle a été arrêtée, expulsée et persécutée précisément parce qu'elle combattait le puritanisme. Ce podcast célèbre donc le féminisme libéral comme «émancipateur». Simone de Beauvoir est présentée comme icône du féminisme, alors qu'elle a légitimé la hiérarchie sociale avec son dogme «marxiste-léniniste» et soutenu le bolchevisme de l'URSS. Le patriarcat est indissociable de la domination étatique : refuser de démanteler la hiérarchie revient à s'opposer au féminisme.

L'emploi fréquent d'un langage identitaire est préoccupant, car il



évoque une rhétorique destructrice en divisant le prolétariat, affaiblissant son unité. Le dernier podcast met en avant une démagogie accrue, exaltant le pouvoir comme essentiel alors qu'il maintient l'asservissement des individus dans une coopération forcée. Tant que le pouvoir existe, nous sommes esclaves ; si le pouvoir est aboli, nous sommes libres ! Cette perspective montre que l'État est souvent perçu comme inné, mais en réalité, il s'agit d'une construction sociale basée sur la soumission à un système hiérarchique.

France Culture reste ancrée dans une perspective d'autorité et de vision étatiste, sans mettre en avant la philosophie libertaire comme une émancipation collective. Il est essentiel de souligner cette critique, car elle révèle une tentative de l'État de déformer ce qu'est réellement l'anarchie. « Viva » la révolution sociale.

-----

## L'Action directe et ses méchantes demi-sœurs Représentation et Spectacle.

### Ou : l'empereur est vraiment nu, mais c'est en fait secondaire. Une petite histoire (librement inspirée d'Harald Beyer-Arnesen)

Il était une fois un village derrière les sept montagnes. Ses habitants recevaient si peu d'eau de la canalisation, que le gouvernement leur avait fait construire cent ans auparavant, que leurs potagers se desséchaient, que le linge ne pouvait pas être lavé et que les enfants restaient assoiffés les jours de grande chaleur.

Un jour, les villageois se sont réunis sur la place du village pour discuter ensemble du problème.

L'un d'entre eux a suggéré qu'ils pourraient écrire une demande pour plus d'eau sur un papier, que tous les habitants y inscriraient leur nom et qu'ils enverraient ce papier par la diligence au gouverneur de la province, qui se chargerait certainement de la question.

Un autre a suggéré qu'ils pourraient élire un citoyen respecté de leur village, qui prendrait ensuite le train pour la capitale, où il demanderait à l'un des 9875 députés de défendre la cause au parlement.

La vieille disait que son fils était un homme d'affaires efficace, qu'il gagnerait un jour tellement d'or dans un pays lointain qu'il pourrait réparer la vieille conduite d'eau dans 20 ou 30 ans, ou même en faire construire une nouvelle.

L'une d'elles a dit que tout cela était bien trop incertain, long et réservé. Ils devraient plutôt organiser une manifestation énergique et se rendre ensuite directement au palais impérial pour demander à l'empereur de parler d'autorité à ce sujet.

Quelqu'un a dit : Oui, mais si l'empereur ne répond pas, on pourrait saccager la rue en rentrant à la gare, casser quelques vitres ou se battre avec les gendarmes pour exprimer notre mécontentement. Pour - peut-être - convaincre l'empereur ou le parlement d'envoyer plus d'eau dans le village.

Puis une petite fille cria que les grandes personnes devaient

arrêter de dire autant de bêtises. Son père travaillait sur le chantier de la nouvelle autoroute qui devait être construite à travers la sombre forêt derrière le village. Il devrait prendre la pelleuse et quelques pelles et pioches, et les habitants n'auraient qu'à creuser un puits. Ils auraient alors suffisamment d'eau pour toujours, sans avoir à supplier le gouvernement.

Peut-être, mais ce ne serait certainement pas autorisé, répondit l'un d'eux.

Cela ne plairait certainement pas au gouverneur de la province, car l'autoroute est son projet fétiche, dit l'autre.

L'une d'entre elles a dit que les gendarmes viendraient alors au village pour reboucher le puits et jeter trois ou quatre villageois au cachot.

Oui, nous devons alors nous battre avec les gendarmes, répond la fille. Mais si nous en parlions aux gens des autres villages, ils commenceraient aussi à creuser des puits. L'empereur n'a pas tant de gendarmes que ça pour faire reboucher tous les puits.

C'est vrai aussi, dirent les villageois.

Alors ils se dirigèrent tous ensemble vers le chantier de la nouvelle autoroute.

Et s'ils ne sont pas morts, ils boivent encore de l'eau fraîche aujourd'hui.

-----  
A ton avis, l'histoire est-elle terminée ? Imagine la suite...

## Poil à gratter

Partout en France, fleurissent des grands projets visant prétendument à « structurer le territoire », produire des énergies vertes, créer des emplois, améliorer le cadre de vie etc. Mais parce que nombre de ces projets ne servent au final qu'à générer des profits pour leurs instigateurs et sont source de nuisances multiples, détruisent la nature, polluent gravement, de plus en plus de citoyens conscients s'organisent et manifestent une opposition résolue. Dans le Lot, une coordination d'associations luttant contre les grands projets inutiles s'est créée. Bien sur ce fait n'est pas passé inaperçu et dans son édition lotoise du 10 juillet 2025, la « Dépêche du Midi » quotidien régional qui se prétend « le journal de la démocratie » (on sourit) un article intitulé « Face aux militants antitout, la CCI et les élus alertent » rend compte d'une réunion organisée pour « soutenir les projets structurants du territoire » réunissant préfet, parlementaires, représentants de la CCI, syndicats patronaux lotois et divers autres acteurs économiques où tous ces braves gens ont pu manifester leurs inquiétudes face à la montée des oppositions. A les entendre, tous ces opposants, ces anti tout menacent gravement le développement économique du département. Pour le député Aurélien Pradié, « il s'agit d'une bataille idéologique pour ou contre la décroissance ». Certains projets ont été annulés de ce fait et en particulier celui de la construction d'une résidences de vacances au bord du lac du Tolorme : la CNTAIT lotoise a soutenu la lutte contre ce projet ( voir Anarchosyndicalisme n°174 « les secrets de l'alchimie capitaliste enfin révélés »). Par ce que ce conflit est représentatif de ce qui se passe un peu partout, nous publions le texte ci dessous écrit par un collectif d'habitants concernés en réponse à cet article de la Dépêche.

**C'**est l'hôpital qui se moque de la charité !  
 Nous sommes toutes et tous nés en capitalisme industriel. Infrastructures et suprastructures, tout est en place pour permettre à ce système de mort de se déployer et de spéculer sur l'exploitation des humains et du vivant.

Tous les pouvoirs, y compris judiciaire (A69), se prosternent devant lui, lui dégagent la voie, manu militari, et lui déroulent le tapis rouge.

Et la mégamachine de continuer à rouleau-compresser, en ne laissant derrière elle toujours que laideur, mort et désolation.

Lorsque nous, habitantes et habitants de la terre, nous nous confédérons enfin, et osons une expression et des actions d'opposition, ces grands 'démocrates' devant l'éternel nous prennent pour cible en nous traitant d' "Anti-tout". Soit ! Nous pouvons leur rétorquer qu'ils sont, quant à eux de fait, les "Pour-tout" auto-déclarés de la doxa capitaliste mortifère et de la croissance économique. Et faisons ensemble le bilan...

Donc, au bout de seulement quelques mois d'existence, le RRAL – Réseau des Résistances et Alternatives Lotoises- fait déjà trembler cette petite ploutocratie locale. Merci à la « Détresse du Midi », qui y occupe une place centrale, de nous en informer si promptement.

« La Détresse » confirme ici la fébrilité qui règne dans leur rang, elle l'institue même, très bien. Qu'elle sache que nous ne doutions plus depuis longtemps de la vulnérabilité de ce colosse au pied d'argile.

Dont acte. Grâce à nos actions communes, une des nombreuses brèches est maintenant officiellement ouverte, continuons à nous y enfoncer. Il y en a pléthore...

En attendant, leurs propos unanimes sont tout ce qu'il y a de plus symptomatiques et révélateurs de leur fonction de médiocres valets du

Capital. Mais néanmoins, le député Aurélien Pradié est sans doute ici le plus lucide d'entre eux, lorsqu'il clame : "c'est une bataille idéologique pour ou contre la décroissance". Il a mille fois raison ! Il s'agit bien de cela en effet : Une bataille pour le vivant contre la mort ! Il s'agit même d'une bataille mondiale. Aussi, maintenant que les véritables enjeux sont localement clarifiés, cette bataille va logiquement devenir plus concrète, plus âpre, mais aussi plus frontale. Soyons plus malins, sachons et libérer nos imaginaires et contourner le leur.

Très solidairement, Pour des futurs désirables, En vous souhaitant une très belle semaine, qui commence déjà très bien.

Collectif d'habitants de Montcuq, Bouloc, Lauzerte et des environs  
 Collectif-montcuq-bouloc-lauzerte@gmx.fr



## Été 1936 : Dès ses premiers jours, la Révolution espagnole déboulonnait les statues des esclavagistes

**U**n article, paru dans le numéro 3 du journal en français de la CNT-AIT de Barcelone daté du 28 août 1936, nous montre que les anarchistes pendant la Révolution espagnole ont été les précurseurs en bien des domaines. Dès les premiers jours de la Révolution (qui éclata le 19 juillet en réaction à l'insurrection des militaires franquistes lancée le 18 juillet), l'initiative populaire s'attaqua aux symboles honteux de l'oppression et de l'exploitation, en déboulonnant notamment la statue d'un tristement célèbre marchand d'esclave, Antonio Lopez, premier marquis de Comillas.



*La statue avant son premier déboulonnage ...*

Antonio López y López, 1er marquis de Comillas, (1817 à Comillas – 1883 à Barcelone), était un homme d'affaires, marchand d'esclaves et magnat du transport maritime espagnol. Il fut le fondateur de plusieurs grandes entreprises et l'un des hommes les plus riches du monde de la seconde moitié du XIXe siècle.

Sa statue fut déboulonnée puis fondue dès les premiers jours de la révolution en Août 1936, mais elle fut réinstallée après la guerre civile en 1944 par le Conseil franquiste, avec la collaboration du sculpteur Frédéric Marès. Il faudra attendre 2018 pour qu'elle soit définitivement enlevée.

### Petites épurations ...

Les vestiges du passé, même s'ils n'ont qu'une importance secondaire, doivent disparaître dans la nouvelle Espagne. C'est cette oeuvre de nettoyage qui se poursuit à l'égard de tout ce qui rappelle un passé d'oppression et d'exploitation dans la capitale de la Catalogne. Un collaborateur du

quotidien républicain « El Diluvio » attirait l'attention il y a quelques jours sur certains monuments élevés à des personnages qui s'étaient illustrés par leur action malfaisante au cours de l'histoire espagnole. La présence de ces monuments sur les places publiques, ajoutait le journal, constituait une honte intolérable pour Barcelone. L'effet de cette publication ne se fit pas attendre, car l'initiative populaire agit rapidement ici dans les grandes comme dans les petites choses. Dans la nuit de lundi, des compagnons, aidés de citoyens bénévoles, procédèrent à une première épuration dans ce sens. La statue du fameux négrier Antonio Lopez, « premier marquis de Comillas », dont les exploits sont connus et qui avait acquis une immense fortune par le commerce des esclaves, a été descendue de son socle et enlevée de la place où elle se trouvait exposée, près de la grande poste. Le nom de ce rebut de l'humanité fut remplacé par celui d'un héros de la liberté et sur le haut du socle flotte maintenant le drapeau rouge et noir de la F. A. I (Fédération anarchiste ibérique), symbole de la liberté et de la justice.



*Un des miliciens de la Colonne internationale de la CNT-AIT, Caserne Durruti, 28 août 1936*

**ANARCHISTES, PAS REPUBLICAINS ...  
DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE**

Tombe 1 : des camps républicains de résistants aux maquis de la Liberté...

Camp de résistance de la Liberté, Espagne, 1936

**ANARCHISTES, PAS REPUBLICAINS ...  
DES ANARCHISTES ESPAGNOLS EN RESISTANCE**

TOMBE 2 : QUAND DES BRIGANTS ET DES PARIAS TENAIENT LE MAGUIG DANS LE CANTAL

Groupes de résistants Anarches et de la Liberté, après la guerre espagnole

## Tremblement de terre dévastateur et meurtrier dans l'est de l'Afghanistan

" La mort dans chaque maison "

Le 1er septembre 2025 (aujourd'hui) vers minuit, un puissant séisme de magnitude 6 a frappé les provinces de Kunar et de Nangarhar. Bien que les chiffres exacts ne soient pas disponibles, plus de 1500 personnes ont été tuées et plus de 2500 blessées, et plusieurs villages ont été entièrement détruits, laissant un grand nombre d'habitants piégés sous les décombres. Les secours se sont également heurtés à de sérieux obstacles dans certaines zones montagneuses et difficiles d'accès, où les vents et les pluies sont violents. Les zones touchées ne sont pas seulement vulnérables aux tremblements de terre ; les habitants de ces mêmes provinces ont déjà connu des périodes difficiles en raison d'inondations et de sécheresses, car la plupart des " maisons " détruites en terre et en pierre manquaient d'infrastructures de base et n'étaient pas résistantes aux tremblements de terre en raison de la pauvreté structurelle.

D'une part, la réduction significative de l'aide humanitaire alors que la plupart des habitants du pays ont déjà franchi le seuil de la catastrophe, et d'autre part, le manque de financement nécessaire, l'incapacité à gérer la crise, l'indifférence et l'inattention politico-économique des talibans, sont autant de conséquences qui, conjuguées à la trahison des anciens dirigeants politiques, ont laissé des milliers de personnes seules dans la pauvreté, la misère et la souffrance qu'elles ne méritent certainement pas. Le manque d'attention accordée à la subsistance et au renforcement des zones vulnérables démontre une fois de plus la faiblesse structurelle et la mauvaise priorisation du gouvernement

terroriste et islamiste extrémiste en Afghanistan.

Cette catastrophe humanitaire a montré une fois de plus à quel point les travailleurs afghans, en particulier dans les zones rurales et montagneuses, ont été et continuent d'être vulnérables au cycle profondément horrible de la pauvreté, des inégalités et de l'injustice.

Front anarchiste

1er septembre 2025

Source : <https://anarchistfront.noblogs.org/>



## LA CNT-AIT DE MADRID MENACÉE D'EXPULSION DE SON LOCAL PAR LA CIT ...

**Extraits du communiqué de la CNT-AIT espagnole publié sur leur site internet le 28 juillet 2025.**

La camarilla qui a mis la main sur la CNT espagnole et qui se fait appeler CNT-CIT1, pour la transformer en une petite entreprise d'avocats spécialisés en droit du travail, dont les adhérents font un vivier de client, continue ses attaques contre les anarchosindicalistes espagnols de la CNT-AIT. Après avoir déposé le nom et le logo de la CNT comme une marque commerciale, après avoir fait condamner la CNT-AIT à près de 100 000 euros d'amendes et frais de justice pour usurpation de marque commerciale et détournements de clients, cette fois la CIT a demandé à la justice bourgeoise d'expulser la CNT-AIT de Madrid de son local historique !

Ordre d'expulsion émis pour les locaux de la CNT-AIT Madrid sur la place Tirso de Molina.

C'est urgent#! La semaine dernière, nous avons été informés du

résultat du procès intenté par la CNT-CIT contre la Fédération locale madrilène de la CNT-AIT : on nous donne un mois pour quitter volontairement les locaux historiques de la place Tirso de Molina.

Malgré notre total manque de confiance envers la justice bourgeoise, nous ne pouvons qu'être surpris par un jugement aussi honteux, entre autres parce que le juge l'a prononcé sans même nous donner la possibilité de nous défendre. Ils veulent nous expulser des locaux dans lesquels nous avons grandi en tant que militants, sans même nous avoir laissé la possibilité de nous exprimer tout au long de la procédure. Et, pour aggraver la situation, on nous impose le paiement des frais de justice. [...]

La CNT-CIT ne s'est pas contentée d'expulser les syndicats qui lui posaient problème, non. Son objectif ultime est notre disparition. Et

## 14 ●●●●Solidarité●

pour y parvenir, elle est prête à utiliser tous les outils à sa disposition : du procès à l'audience nationale exigeant le paiement de sommes stratosphériques, à l'envoi de la police anti-émeute pour nous expulser de nos locaux de Tirso, car comme chacun le sait – la CNT-CIT mieux que quiconque – nous ne quitterons pas volontairement nos locaux ...

En prenant tout cela en compte et en analysant la situation, de notre point de vue, nous acceptons d'avoir commis des erreurs. Tout d'abord, c'est d'avoir eu recours à la justice bourgeoise pour tenter d'enrayer cette débâcle, en demandant des réparations pour les préjudices judiciaires qui continuent de nous être infligés (sans jamais réclamer de peines de prison, d'indemnités financières ou d'expulsions policières comme le fait la CNT-CIT)

#; puis d'avoir naïvement espéré parvenir à un accord de compromis garantissant le bien-être de toutes les parties, sinon avec la CNT-CIT, du moins avec certains des syndicats qui la composent

#; et enfin, d'avoir envisagé de nous rapprocher [de quelques syndicats de la CNT-CIT] qui finirent par s'aligner [eux aussi] sur le pouvoir en recourant aux instances judiciaires, qui nous ont tant porté préjudice tout au long de l'histoire.

Tout cela est bien loin de nos principes et de notre logique de vie de plus de 115 ans d'anarchosyndicalisme. [...]

Alors, pourquoi vouloir s'emparer des locaux de la CNT-AIT ?

C'est très simple. Les dirigeants de la CNT-CIT sont convaincus que s'ils nous confisquent nos locaux – ce qui reste à voir – nous finirons par disparaître en tant qu'organisation. Mais ils se trompent. Même si notre tâche devient plus ardue, nous ne cesserons pas de lutter pour le monde nouveau que nous portons dans nos cœurs.

À la CNT-AIT, nous continuerons malgré tout à pratiquer l'anarchosyndicalisme et nous resterons l'unique organisation syndicale horizontale et révolutionnaire encore implantée dans l'État espagnol. Et c'est précisément pour cela que nous tiendrons tête à ceux

qui veulent nous anéantir – que ce soit l'État, le patronat ou la CNT-CIT – en utilisant nos armes habituelles : le soutien mutuel et l'action directe.

Le recours aux tribunaux et à la police pour expulser des locaux syndicaux en cours d'utilisation est quelque chose qui, selon nous, devrait obliger les collectifs et les organisations sociales, anarchistes ou non, à prendre position. C'est pourquoi nous les appelons à se solidariser avec nous, à ne pas collaborer avec la CNT-CIT dans ses pratiques autoritaires et répressives, et même à nous aider à empêcher de futures tentatives d'expulsion.

Nous ne sommes pas une marchandise à vendre. Nous sommes et serons ce que nous voulons être, et non ce que les autres – et surtout pas l'Etat - veulent que nous soyons.

(Traduit de l'espagnol par Nicolas, FA de Lyon)

Contre vents et marées, solidarité avec la CNT-AIT espagnole !

**Les structures ou personnes qui souhaitent exprimer leur solidarité avec la CNT-AIT de Madrid peuvent envoyer leurs messages à la section de l'AIT en France (CNT-AIT France) par mail à [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info) ou par courrier à CNT-AIT, 7 rue St Rémésy, 31000 TOULOUSE, qui leur fera suivre.**

1 - *La CIT est le nom du rassemblement international de structures qui ont décidé d'abandonner les principes anarchosyndicalistes de l'AIT refus de participation aux institutions (en recourant par exemple aux élections syndicales). La CNT-F (dite CNT Vignoles du nom de la rue de son local à Paris) est la section de la CIT en France depuis janvier - alors que la CIT avait déjà fait condamner la CNT-AIT espagnole pour usurpation de marque commerciale. C'est donc en totale connaissance de cause que la CNT Vignole a rejoint la CIT.*

---

## Courrier des lecteurs

### Après lecture AS 192,

Merci pour le journal distribué devant la gare à Montauban. J'y ai trouvé plein d'infos et d'avis qui me parlent. Néanmoins j'ai été choqué par le papier de Victor Cachard. Il n'y a pas d'argumentaire mais des affirmations sans fondements (il sous-entend qu'on devrait être d'accord avec lui mais sans qu'il explique pourquoi). Parler du mouvement Queer comme un mouvement uniforme c'est nier les contradictions qui le composent, les débats, réflexions etc., les différents points de vue et tensions qui le traversent. Réifier ce mouvement - l'objectiver -, c'est du mépris. En plus on parle ici d'un mouvement qui vise l'émancipation.

Si je puis me permettre j'ai plusieurs fois été confronté à des opinions comme celui de l'article (le postmodernisme a tué la lutte collective), alors qu'il y a des camarades sincères et déterminés qui sont Queers, c'est bien dommage.

De plus j'ai remarqué que ces opinions sont souvent exprimées par des personnes d'un certain âge, qui n'ont jamais été au contact (autre que théorique mais ce n'est pas un contact) de personnes et encore moins de luttes queers.

L'argumentaire du journal est tiré du 19ème et 20ème siècle et a de très bons arguments. Il faut néanmoins je crois, à travers le temps, accepter d'être traversé par des luttes nouvelles (elles visent l'émancipation



## AGENDA

Nos permanences hebdomadaires,  
Tout les samedi de 17H à 19H.

SIA (Solidarité Internationale Antifasciste):  
Continue ses actions en  
faveur des réfugiés et notamment des mineurs  
isolés. Nous avons besoin  
de votre soutien ! Nous sommes aussi  
demandeur de soutien sous forme de temps à  
partager pour  
nos activités, de fournitures scolaires ou produits  
de première  
nécessités.  
solidariteinternationaleantifasciste.wordpress.com  
SIA-toulouse@riseup.net  
facebook.com/Solidarité-Internationale-  
Antifasciste

Les Initiatives CNT-AIT regroupent des  
personnes qui se retrouvent dans  
les principes, tactiques et finalités de  
l'Anarchosyndicalisme, et  
souhaitent commencer à oeuvrer localement  
pour diffuser nos idées et nos  
pratiques.

Si vous aussi vous souhaitez créer localement  
une initiative CNT-AIT, ou  
rejoindre un projet en cours, n'hésitez pas à  
prendre contact avec nous  
par mail (contact@cntaitoulouse.lautre.net) ou  
par courrier (CNT-AIT, 7  
rue St Rémésy 31000 TOULOUSE )

Pour en savoir plus :

Déclarations de principes et statuts de la CNT-  
AIT  
[http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?  
rubrique141](http://www.cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique141)

L'Anarchosyndicalisme en question et  
Fédéréseau : [https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-  
cest-quoi](https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-cest-quoi)

## ● Courrier des lecteurs ● ● ● ● 15

humaine, la liberté, merde !) et écouter ces jeunes paroles. Au risque sinon de se retrouver  
entre cheveux blancs nostalgiques et virer réac.

C'est un vrai et sincère coup de gueule.

Solidairement !

Bonne journée

*Le jeune paysan rencontré mercredi devant la gare.*

### Voici notre réponse

## Un camping inédit cet été.

Un groupe « Queer anarchiste » de Lille, une douzaine de personnes, s'est inscrit et a passé  
la semaine avec nous. Personnes « trans, inter-sexe » se sont intégrées au groupe militant et  
sympathisant « cis-genre » de la Cnt-Ait.

Ne nous le cachons pas, la surprise était de taille. Notre approche universaliste et  
globalisante, (rapport dominants dominés et lutte de classes) qui laisse peu de place aux  
particularismes mais ne les ignore pas, aux antipodes des communautarismes, est connue  
de tous.

Saluons l'effort et la volonté de rencontre de ce groupe se réclamant de valeurs de  
l'Anarchie et son Ethique, à partir de l'appartenance à la communauté Queer. Pour faire  
connaissance au-delà d'une simple présence, et pour aussi nous informer plus précisément  
sur les luttes Queers, « iels » ont pris en charge un atelier un après-midi, auquel tous les  
campeurs étaient conviés et ont participé. Infos diverses, espace de définitions à partager sur  
les différentes identités, historique, chiffres et statistiques etc. (pour retrouver ces infos, ces  
débat : lire leur revue ANARC en Ciel, [anarcenciel@noblogs.org](mailto:anarcenciel@noblogs.org) ).

Animation de groupe, par binôme puis groupe élargi, jusqu'au grand groupe autour de  
l'écoute, du respect et de la différence dont l'objectif était bien de faire lien et d'apprécier ce  
que nous partagions les uns et les autres à partir de nos réalités. Après-midi riche  
humainement parlant.

Sans non-dit, tout autant. Avant de clore cet atelier, une réelle volonté de travailler avec nous  
par la suite était palpable. Mieux se connaître se rapprocher, développer un espace partagé,  
viser à des actions communes ou en soutien, pour autant ne devraient pas ignorer ce qui fait  
difficulté justement à ces objectifs. Alors, une question leur a été posée :

Comment se réclamer de l'Anarchie, tout en étant Queer, après les épisodes :

de Saint-Imiers juillet 2023 (1) sans évoquer ces faits : agressions physiques et verbales,  
livres volés et même brûlés),

du salon du livre politique de Lille cette année (2),

du local des amis de May à Saint Nazaire depuis 4 ans,

de la soirée débat au Cras de Toulouse en décembre 24 autour du livre de Vanina,

Pour nous l'éducation et l'information, le débat et l'échange d'idées, l'écoute s'imposent à  
tout sectarisme, qui plus est, quand il prend des formes fascisantes.

La réponse à cette question - « La communauté Queer est non homogène, et traversée de  
contradictions »- n'a pas été développée.

Durant le camping, les échanges interpersonnels furent nombreux et riches. La joie d'être  
ensemble à la hauteur du partage des chants et des menus majoritairement « Végans ».

A suivre, et poursuivre pour l'an prochain pourquoi pas, avec une cuisine mixte et dans le  
même état d'esprit.

(1) *Le monde libertaire* 26 septembre 2023

(2) Cf Article AS 192 *A Mesdames et Messieurs les censeurs*

## 16 ●●●● Vie politique et syndicale ●

### Découvre le canal Telegram de la CNT-AIT France !

Notre canal d'information Telegram est maintenant disponible. Un flux automatique publie les derniers articles en temps réel, pour te tenir informée de toute l'actualité.

==> L'info du blog, directement à portée de main : [https://t.me/CNT\\_AIT\\_France](https://t.me/CNT_AIT_France)

Si tu souhaites réagir, nous faire part de tes idées, suggestions, propositions, infos ou même critiques, tu peux nous écrire à [contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)

### Rassemblement en soutien à Azat Miftakhov à Paris, le samedi 20 septembre

La CNT-AIT Paris Banlieue s'associe à l'association Solidarité FreeAzat, laquelle soutien Azat Miftakhov, jeune anarchiste que le régime de Poutine poursuit de sa haine répressive depuis 2019.

Rassemblement de solidarité, samedi 20 septembre 2025 à Paris, au square Robert-Schuman, 41, avenue du Maréchal-Fayolle, près de l'ambassade de Russie en France. (Métro Dauphine, Tramway Longchamp) à partir de 14 heures.

Plus d'infos à lire ici :

<https://cnt-ait.info/2025/09/19/azat-2025>

Tu souhaites soutenir les activités de la CNT-AIT ?

Abonne-toi à son journal « Anarchosyndicalisme ! » (à lire en ligne : <http://cntaitoulouse.lautre.net/spip.php?rubrique1>) 10 euros / an, 20 euros et plus en soutien

Chèque à l'ordre de CDES à adresser à CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE ou par transfert bancaire (nous contacter)

Enfin parce que rien ne vaut la vie réelle, que la Révolution se prépare dans sur nos lieux de vie, de travail et d'étude et pas sur les réseaux sociaux, n'hésite pas à nous contacter pour qu'on se rencontre dans la vraie vie et pour agir dans le concret.

Les hackers rouges et noirs.



**CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL**  
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS



### Le 19 JUILLET 1936:

**Le prolétariat espagnol prend les armes et coupe court à la tentative de coup d'état fasciste. Nourri depuis longtemps par les idées et pratiques anarchistes, organisé en grande partie au sein de la CNT et de la FAI, il se lance d'emblée dans une révolution sociale d'une ampleur inégalée.**

Malgré la persistance d'un état et d'une fraction républicaine de la bourgeoisie, les difficultés de la guerre contre les fascistes, la répression stalinienne grandissante et souvent contre les compromissions et avis de ceux qui prétendent le représenter, **il met en place de manière autonome les réalisations les plus concrètes du communisme libertaire.**



### Le 19 JUILLET 2025, 89 ANS PLUS TARD:

Cette histoire, guère enseignée dans les écoles, **nous appartient toujours. C'est celle du prolétariat en lutte** contre l'état et le capitalisme, celle de l'émancipation humaine, toujours à conquérir.

**Sidérés, atomisés**, dans le constat permanent de la **dislocation toujours plus avancée de nos vies**, face à l'**engrenage mortifère et suicidaire** dans lequel nous entraîne la société de classe et le capitalisme, **rappelons nous, compagnes et compagnons, que nous pouvons peut être encore choisir notre devenir.**

### RÉVOLUTION SOCIALE INTERNATIONALE !

CNT-AIT Initiative Grand Ouest  
[contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info)

Libex ANARCHOSYNDICALISME !  
<https://cnt-ait.info/la-cnt-ait-cent-qaai/>

**Vous pouvez également, trouver notre journal dans ces librairies :**

- Librairie Terra Nova , 18 r Gambetta, 31000 Toulouse

- Librairie Floury , 36 r Colombette, 31000 Toulouse

- EAGR Espace associatif Gilbert Roth, 64, avenue de la Révolution LIMOGES,

- Librairie Publico, 145 Rue Amelot, 75011 Paris

- Librairie Quilombo, 23 Rue Voltaire, 75011 Paris

- local Le Sabot, 21 rue des Allemands, 57 000 Metz

Nous venons d'éditer une nouvelle série d'autocollants rouges et noirs, du plus magnifique effet pour égayer les rues de vos villes et quartiers. Plusieurs modèles sont disponibles (en plus des 3 présentés ici). Nous demander la liste complète par mail ([contact@cnt-ait.info](mailto:contact@cnt-ait.info))

Nous les envoyons par paquet de 25, 50 ou 100. (vous pouvez mélanger les modèles). Le prix (port compris) est de 2,50 € pour 25, 5 € pour 50, 7,50 € pour 100 exemplaires.



la CNT-AIT édite régulièrement des brochures sur des thèmes variés : philosophie, stratégie, syndicalisme, histoire du mouvement ouvrier, libre-pensée, luttes internationales, ... Nous avons plus de 40 titres en catalogue. N'hésitez pas à nous écrire pour le recevoir"

UN CHAT NOIR,  
UN A CERCLE, UN DRAPEAU  
ROUGE ET NOIR ...  
ET UN RATON LAVEUR

Une petite histoire  
des symboles anarchistes ...



LE BOYCOTT DE LA COUPE DU  
MONDE D'ARGENTINE 1978 :  
ENJEUX, ACTEURS, RESULTATS



EDITION CNT-AIT

МЕТОДЫ БОРЬБЫ  
АНАРХОСИНДИКАЛИСТИЧЕСКАЯ  
ТАКТИКА



COUPE DU MONDE,  
FRIC IMMORDE



EDITION CNT-AIT

## COLOMBIE : LES COMPAGNONS DE L'ULET-AIT METTENT LA MAIN À LA PÂTE AVEC UN PROJET DE BOULANGERIE COOPERATIVE !

**K**ennedy est un quartier populaire de la ville de Bogota. Il souffre de violence et d'insécurité, de l'absence de services publics, de manque d'accès à la nourriture. Les amis et compagnons de la section colombienne de l'AIT (ULET-AIT) ont décidé de ne plus subir et de créer une boulangerie coopérative. Elle fournira en même temps une nourriture saine et de qualité et un espace pour s'auto-organiser et lutter pour une vie meilleure pour les habitants du quartier comme pour ceux de la planète.

Soutenez les dans ce projet ambition et généreux, en participant à la collecte de solidarité.

### Le constat : un quartier en grande souffrance sociale

Le quartier de Kennedy, à Bogota, avec plus de 1 millions d'habitants, est l'un des plus peuplée de la capitale colombienne. Il fait face à de graves problèmes sociaux résultant du système économique capitaliste imposé par l'État Colombien et la bande de riches qui habitent les beaux quartiers et hantent les couloirs du pouvoir économique mais se



désintéressent complètement des quartiers populaires et des travailleurs.

### A. Violence et Insécurité

Kennedy connaît des taux élevés de divers types de violence : violence policière et violence domestique, entre autres. Les jeunes qui vivent sur le territoire vivent constamment sous la pression de l'État ; du marché et des acteurs para-étatiques (milices armées) qui réduisent la

## 18 ● ● ● ● International ●

possibilité infinie de rêves dans l'esprit des jeunes à n'être qu'un autre esclave du système d'une part et à devenir l'un de ces agents parastatutaires qui font tant de mal aux travailleurs.

### B. Pollution et manque d'infrastructures

La ville souffre d'accumulation de déchets, de pollution de l'eau et d'un manque d'espaces publics adéquats, entraînant de graves problèmes de santé et une détérioration du tissu social. Le quartier Kennedy est relégué, sans aucuns investissements nécessaires aux infrastructures et services publics, ceux-ci étant réservés aux entreprises pour qu'elles maximalisent leurs profits.

### C. Manque d'accès à la nourriture et aux services de base.

Bien que Kennedy soit une ville animée, de nombreuses familles n'ont pas accès à une nourriture de qualité en raison des prix élevés et des salaires très bas. Les services publics de toute sorte sont également déficients.

### D. Désarticulation communautaire

Il existe peu d'organisation sociale efficace permettant aux voisins de travailler ensemble pour résoudre leurs problèmes. De nombreuses initiatives sont fondées sur l'aide sociale d'État, ce qui ne favorise pas l'autonomie et l'auto-organisation.

Face à cette réalité, nous croyons qu'il est nécessaire de mettre en place un projet qui, en plus de répondre aux besoins fondamentaux comme la nourriture, favorise l'organisation populaire, l'autogestion et la diffusion des valeurs anarchistes de solidarité, d'autonomie et d'action directe.

## **Notre Proposition : établir une boulangerie de quartier autogérée**

Notre initiative consiste en la création d'une boulangerie coopérative et solidaire à Kennedy, qui répond à quatre objectifs principaux :

1. Fournir du pain de qualité à faible coût pour aider à répondre aux besoins alimentaires des populations du quartier.
2. Être un lieu de rencontre entre habitants où les valeurs anarchistes sont promues et où les solutions aux problèmes locaux sont discutées, les connaissances sont diffusées et le tissu social nécessaire à la construction de communautés autonomes est construit. La force de l'auto-organisation permet aux habitants de prendre en main leur propre destin.
3. Promouvoir l'économie solidaire à travers un modèle coopératif qui favorise l'autonomie économique des participants. En n'ayant pas à répondre à un patron et en étant capables d'organiser leur propre temps, il est possible de fournir à ces personnes les conditions matérielles pour faire avancer l'activité politique anarchiste. De plus, l'idée est que les gens trouvent une véritable alternative au système capitaliste désastreux dans un modèle de solidarité.

## **Le mode de fonctionnement de la Boulangerie**

Prix abordables : Le pain sera vendu à des prix abordables, avec possibilité de dons ou d'échanges en cas de besoin extrême.

Ateliers et formations : Des ateliers, des forums, des espaces d'éducation populaire, des bazars et d'autres activités seront proposés pour favoriser la reconstruction du tissu social de la communauté afin de faire face collectivement aux attaques à venir du système capitaliste.

Production coopérative : Les travailleurs seront des membres de la communauté ou de l'ULET-AIT qui participeront à la prise de décision et à la répartition équitable des bénéfices.

Initiative militante : Les excédents de l'exercice seront utilisés pour soutenir financièrement l'organisation ULET-AIT et pour apporter un soutien solidaire aux initiatives anarchistes situées dans la savane de Bogota.

## **L'impact social attendu du projet**

Un espace de dialogue : La boulangerie disposera d'un espace où seront organisés des causeries, des groupes d'étude et des discussions sur des enjeux de quartier.

Un espace d'articulation avec d'autres initiatives : Nous rechercherons des alliances avec des organisations anarchistes, des collectifs sociaux et communautaires cherchant à amplifier l'impact du projet

L'Action Directe au service du quartier : La Boulangerie fera la promotion des journées de nettoyage de l'environnement (comme l'ULET-AIT le fait déjà régulièrement), des soupes populaires communautaires et du soutien aux familles vulnérables.

## **Nos Besoins**

Nous avons besoin de soutien pour financer l'achat du gros matériel : deux fours professionnels, un pétrin, un laminoin à pâte, un mélangeur professionnel de 20 litres, un réfrigérateur professionnel, une balance numérique, un comptoir en acier inoxydable et deux étagères métalliques, deux plaques de cuisson, des ustensiles divers (couteaux, rouleaux à pâtisserie, spatules, élément de protection individuelle, récipients et autres outils nécessaires à la fabrication du pain, ...). Nous avons aussi besoin de financer notre formation : Cours en boulangerie, manipulation des aliments et hygiène, gestion coopérative. Nous estimons que nos besoins pour mener à bien notre projet s'élèvent en tout à 5 500 euros. Nous appelons à la solidarité les membres de l'Association Internationale des Travailleuses et travailleurs et leurs amis.

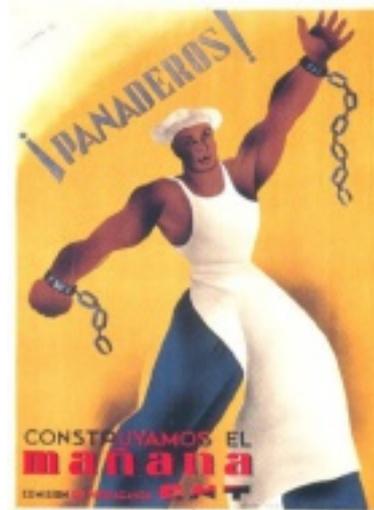
### **Comment participer !**

En faisant connaître cette initiative autour de vous, à vos amis, votre famille, vos collègues, vos voisins ;  
En organisant des collectes de solidarité ;

En adressant un chèque à l'ordre de CNT-AIT (mention solidarité Colombie) à CNT-AIT 7 rue St Rémésy, 31000 TOULOUSE ;

En faisant un virement bancaire à la CNT-AIT, Banque Postale, IBAN : FR81 2004 1010 1603 1175 7H03 7 45 ; BIC : PSSTFRPPTOU

Chaque donateur recevra une affiche de la campagne de solidarité, inspirée d'une affiche inédite du syndicat des boulangers pendant la révolution espagnole de 1936



## Nouvelles de l'Est de l'Europe ...

**L**a guerre déclenchée par l'armée de Poutine il y a plus de 3 ans et demi continue avec son lot quotidien de bombardements, de morts et de blessés. Des médias indépendants en exil estiment à 125 000 le nombre de soldats russes tués en trois ans, révélant l'ampleur d'un secret d'État soigneusement entretenu. Une étude parue cet été du Center for Strategic and International Studies estime quant à lui le nombre de victimes mortes ou blessées, depuis le 24 février 2022, à 1 million côté russe (dont 250 000 morts) et 400 000 côté ukrainien (dont 60 000 à 100 000 morts).

Cette guerre allie à la fois le spectaculaire technologique, sous forme de drones tueurs ou kamikazes, et la « bonne vieille » guerre de fantassin à l'ancienne, dans les tranchées.

### EN UKRAINE LA DESERTION ET L'ESQUIVE DEVIENNENT MASSIVES

Côté ukrainien, la lassitude se fait sentir, et les refus d'aller combattre et les désertions se multiplient parfois avec le soutien de la population locale. Comme à Vinnytsia où la population s'est affronté avec la police pour faire libérer des hommes mobilisés de force qui avaient été massés dans un stade. 1

Les compagnons du groupe anarchiste Assembleia de Kharkov croulent sous les demandes d'aide de jeunes qui cherchent à fuir le pays. La bonne nouvelle est que le gouvernement Ukrainien a été obligé de relâcher son étai récemment : il avait en effet interdit toute sortie de territoire pour les hommes à partir de l'âge de 18 ans (sachant que la mobilisation à ce jour ne commence obligatoirement qu'à partir de l'âge de 25 ans). Résultat : de nombreuses familles envoyaient leurs fils « faire des études » à l'étranger à partir de l'âge de 16 ans, de façon à ce qu'ils soient hors d'Ukraine avant l'âge de 18 ans, pour ne pas risquer de se retrouver coincés en Ukraine jusqu'à leurs 25 ans. Les médias rapportent qu'en classe de Terminale en Ukraine il n'y a quasiment que des filles ! Face à cet exode de la jeunesse, le gouvernement a décidé de supprimer cette limitation des mouvements des jeunes hommes entre 18 et 22 ans, dans l'espoir que cela aidera à garder les jeunes hommes en Ukraine. Mais l'armée et les réactionnaires s'étranglent car ils pensent au contraire que cela facilitera la fuite de la future chair à canon ...

De notre côté, nous continuons notre petite activité de soutien aux déserteurs des deux camps, à ceux qui refusent de tuer. Manifestement ce n'est pas du goût des identitaires de gauche « les peuples veulent » qui diffusent dans notre dos un texte dégueulasse nous traitant d'agents de Poutine .... La meilleure réponse à apporter à ces calomnies a été apportée par un des déserteurs russes que nous accompagnons et qui a obtenu cet été sa carte de séjour de réfugié politique pour une période de dix ans. Comme le disent les compagnons russes « chaque déserteur nous rapproche de la paix ». Un autre compagnon, déserteur ukrainien lui, nous écrit après avoir reçu également son titre de séjour « J'ai reçu ma carte de séjour jusqu'en 2029 ! Merci beaucoup-beaucoup pour tout votre aide ! sans vous cela n'aurait pas été possible »

### N'OUBLIONS PAS LES PRISONNIERS ANTI-GUERRE EN RUSSIE

Dès le 24 février 2022, de nombreux russes ont manifesté leur opposition à la guerre déclenchée par Poutine et les oligarques Russes. Pour cela sont jetés en prison et même en « camps pénitentiaires à régime sévère », les nouveaux goulags. Parfois leur seul crime est d'avoir osé manifester avec une feuille de papier blanc, ou d'avoir récité des poèmes devant la statue de Maïakovski !

En Ukraine aussi, de plus en plus de jeunes refusent de se faire enrôler de force pour aller mourir pour les intérêts des oligarques ukrainiens.

Alors que des négociations de cessez-le-feu se trament dans la plus grande confusion et la plus grande opacité, on peut d'ores et déjà parier que les grands oubliés de ces discussions sont les prisonniers anti-guerre, qui seront sacrifiés comme « traîtres à leur patrie ».

De nombreux anarchistes ou opposants à la guerre ont reçu récemment des condamnations de prison très lourdes. Il est vital de les soutenir en leur écrivant en prison. Nous avons développé un guide pour écrire aux prisonniers anti-guerre en Russie. Nous relayons les appels à soutenir le groupe de soutien aux prisonniers anarchistes en Russie (ABC Moscou) qui est obligé de poursuivre ces activités en exil après avoir été déclaré organisation « indésirable » par les autorités russes cet été (plus d'info ici : <https://cnt-ait.info/wp-content/uploads/2025/09/2025-09-20-Prisonniers-antiguerre.pdf>) Nous avons également participé à un rassemblement de solidarité avec le jeune mathématicien et anarchiste Azat Miftakhov, qui est emprisonné depuis plus de 6 ans dans des conditions terribles dignes du Goulag. Quel est le crime qu'Azat a commis pour justifier cet acharnement du Pouvoir contre lui ? Il a commis le crime le plus grave contre le Pouvoir : il a revendiqué sa liberté. Il a osé affirmer ses convictions anarchistes et refuser de baisser les yeux devant le maître du Kremlin et sa clique sanguinaire. Il a osé dire 'non », tranquillement, posément. Il n'a pas peur du Pouvoir. Et pour cela le Pouvoir veut le briser. Mais le Pouvoir n'y arrivera pas. Les tsars n'ont pas éliminé l'anarchisme en Russie, les bolchéviques n'ont pas éradiqué les anarchistes en Russie, Poutine ne réussira pas non plus. Car, à l'image d'Azat, malgré la brutalité de la répression, les anarchistes ont la force de leurs convictions.

Malgré l'adversité et la fureur des bombes et de la guerre, les anarchistes qu'ils soient russes ou ukrainiens peuvent compter sur la solidarité de leurs amis et compagnons partout dans le monde.

Initiative « Olga Taratuta » de solidarité avec les réfugiés, esquiveurs et déserteurs russes, ukrainiens et biélorusses. Pour être tenu informés de nos activités écrire à CNT AIT Toulouse qui transmettra ou par mail à [contact@solidarite.online](mailto:contact@solidarite.online). Pour contribuer financièrement à notre activité,

chèques à l'ordre de CNT-AIT mention Solidarité Ukraine au dos à adresser à la CNT-AIT, 7 rue St Rémy, 31000 TOULOUSE

1- <https://nowar.solidarite.online/blog/r%C3%A9sistance-contre-la-mobilisation-en-ukraine-de-l'individuel-au-collectif>

## Déclaration de solidarité du Persaudaraan Pekerja Anarko Sindikalis (PPAS) sur la Résistance populaire

**N**ous dédions cette déclaration de solidarité aux personnes assassinées par l'État : Affan Kurniawan, Andika Lutfi Falah, Iko Juliant Junior, Muhammad Akbar Basri, Rheza Sedy Pratama, Rusdamdiansyah, Saiful Akbar, Sarina Wati, Septinus Sesa et Sumari. Aussi éternels que des noms, jamais réduits à de simples chiffres.

L'illusion d'une représentation populaire par le Parlement s'est effondrée. Le Conseil représentatif du peuple (DPR, [1]), imprudent, élabore sans cesse des politiques qui écrasent le peuple tout en creusant les inégalités sociales. Alors que nous sommes de plus en plus nombreux à être condamnés à vivre dans la souffrance et l'exploitation du capitalisme d'État, le DPR révèle sa véritable nature parasitaire : il exploite la sueur du peuple et se verse des salaires exorbitants grâce à nos impôts, des sommes inimaginables pour la grande majorité.

La police, elle aussi, s'est révélée n'être que le chien de garde des élites dirigeantes et de l'État, répondant à la juste colère de la population par une brutalité sans faille. Le meurtre du chauffeur de moto-taxi Affan Kurniawan, le 28 août 2025 – une étincelle jetée sur la poudrière de la fureur longtemps attisée par l'État – n'a pas entraîné l'action de la justice, mais celle des coups de matraque, des coups de poing, des gaz lacrymogènes et des balles réelles, laissant des corps morts et brisés en quelques jours.

Le déploiement de policiers et de militaires, armés de leur arsenal et de la violence qui l'accompagne, renforce encore la répression fasciste de l'État. Parallèlement, l'État cherche à monopoliser la « vérité » : il réprime la liberté de la presse, restreint les réseaux sociaux qui diffusent la colère populaire et qui mettent en évidence la corruption de l'État et de ses élites. Cette répression est suivie d'arrestations arbitraires de militants qualifiés de provocateurs de la colère populaire, de l'arrestation de centaines de manifestants et de la disparition de dizaines de personnes dont on ignore le sort.

Par cette déclaration, le PPAS condamne sans réserve tous les instruments de répression de l'État. Nous pleurons, nous sommes en colère et rendons hommage à toutes les personnes tuées par l'État lors des soulèvements du 25 août au 3 septembre 2025. Nous sommes inébranlables en solidarité avec les victimes d'arrestations arbitraires et avec celles toujours portées disparues.

Par conséquent, le PPAS appelle à la justice pour tous et exige :

- Le retrait du Parlement de son faux mandat de représentation ;
- l'arrêt des arrestations forcées de militants et de manifestants ;
- la libération de ceux qui sont déjà emprisonnés ;
- le retour de nos compagnons toujours portés disparus ;
- le démantèlement et le désarmement de la police et l'armée ;
- l'écrasement du fascisme d'État sous toutes ses formes de répression.

Que justice soit rendue à ceux à qui elle est due. Exigez l'impossible ! Car, au final, il ne reste que deux voies : la voie de la victoire des



*Photographie de Frans Ari Prasetyo.  
Graffiti sur les ruines d'une maison  
démolie à Tamansari, Bandung, v. 2019 :  
»L'État est esclave du capitalisme« .*

opprimés et des exploités sous l'Etat et le capitalisme, ou la voie du triomphe des fascistes.

### PPAS

[1] Le Conseil représentatif du peuple, Dewan Perwakilan Rakyat ; abrégé en DPR, est l'une des deux chambres de l'Assemblée délibérative du peuple avec le Conseil représentatif des régions (DPD) et, forme à ce titre l'un des deux organes du pouvoir législatif de l'Indonésie.

Pour en savoir plus se reporter à notre brochure « une brève histoire de l'anarchisme en Indonésie, de la décolonisation à aujourd'hui », téléchargeable en ligne (<https://cnt-ait.info/2025/09/06/anarchisme-indonesie>) ou disponible au format papier contre 5 euros (port compris) en écrivant à CNT-AIT 7 rue St Rémésy 31000 TOULOUSE

